

“PAS INTELLIGENT de la part des francophones de choisir autant l'anglais”

 Le ministre-président flamand Geert Bourgeois (N-VA) fait le point avec la *DH* sur les défis qui attendent la Flandre et la Belgique

► Le ministre-Président flamand Geert Bourgeois (N-VA) revient sur les réalisations de sa majorité (N-VA-CD&V-Open VLD), mais aussi les défis qui attendent celle-ci, la Belgique et même l'UE. Si l'élu N-VA est un des plus chauds partisans de l'indépendance flamande, il déplore la perte de connaissance du français au nord du pays.

Dans votre récente déclaration annuelle au Parlement flamand, vous étiez très positif.

“J'ai en effet apporté de bonnes nouvelles. Cela se passe bien en Flandre, même très bien. Nous attendons une croissance de 1,8 %. C'est plus que la moyenne belge. Nous constatons depuis 25 mois une baisse continue du chômage. Nos entreprises ont créé au cours de cette période 90.000 jobs. On se trouve aussi dans le Top 10 européen sur le plan des régions innovantes. Nous investissons beaucoup dans le secteur de la recherche. On y consacre 2,69 % de notre PIB. Et enfin, nous exportons formidablement bien. En 2016, on se trouve pour la première fois au-dessus des 300 milliards d'exportations. La Flandre est devenue le 13^e plus grand exportateur au niveau mondial. Plus de 850.000 jobs dépendent de nos exportations. Notre budget est structurellement en équilibre et nous avons pu faire

d'énormes investissements.”

Mais vous avez fait beaucoup d'économies depuis deux ans...

“Oui, mais c'était nécessaire. On avait toujours dit que l'on ne voulait pas créer de dettes pour nos enfants et nos petits-enfants. Ces économies, on les a surtout réalisées au sein des pouvoirs publics. C'est quelque chose dont je suis assez fier. En 2019, on aura 4.000 fonctionnaires en moins. Mais on économise pour mieux investir. On a prévu trois énormes vagues d'investissement : 400 millions en 2016, 400 millions en 2017 et 610 millions en 2018. C'est très important ces investissements publics. Les principaux domaines sont la mobilité, les infrastructures scolaires et le bien-être.”

En Flandre, plus qu'à Bruxelles et en Wallonie, vous faites face au vieillissement de votre population. Un défi spécifique pour votre marché du travail ?

“C'est un problème qui concerne tout le pays : au-delà des 50 ans, les gens ont plus de mal à trouver un emploi. Ce vieillissement a surtout un effet sur le coût du système de pension. Aujourd'hui, la Flandre est plus concernée, mais à partir de 2030, la Wallonie le sera aussi. En Flandre, on a des réductions substantielles du coût salarial pour ces gens.”

CV XPRESS

Geert BOURGEOIS
Ministre-Président
flamand (N-VA)

EN 5 DATES

- 1 6 juillet 1951 Naissance à Roulers.
- 2 1975 Débuts de sa carrière d'avocat.
- 3 1977 Débuts en politique. Il devient conseiller communal à Izegem pour la Volksunie.
- 4 2001 Cofonde la N-VA avec Bart De Wever.
- 5 2014 Devient ministre-Président flamand.

Ces aides ciblées suffisent ?

“Non. On doit changer à terme la courbe des salaires. On doit faire en sorte que les travailleurs gagnent plus à 40 ans par exemple, et que cela n'augmente plus autant après. Mais les employeurs doivent aussi faire des efforts pour former leurs employés toute leur carrière.”

Les élèves wallons choisissent toujours plus l'anglais comme deuxième langue. Les Flamands maîtrisent de moins en moins le français. Qu'en pensez-vous ?

“C'est une mauvaise évolution.”

Comment l'expliquez-vous ?

“Chez nous, on doit aller plus loin dans la formation des enseignants. Du côté wallon, on voit que l'anglais est toujours plus choisi comme deuxième langue. Je le déplore très fortement. Il existe plein de jobs pour ceux qui sont bilingues. Au niveau européen, je ne trouve pas intelligent de la part

des francophones de se diriger autant vers l'anglais. Tout le monde apprend de toute façon l'anglais ! Les francophones doivent aussi réfléchir au fait que s'ils croient en une Europe unie dans sa diversité, le français est une langue très importante. S'ils l'abandonnent au profit de l'anglais, l'anglais sera bientôt la lingua franca.”

“Voter PTB ? Ce sera LA SCISSION DU PAYS”

► Observateur attentif de la vie politique francophone, l'élu N-VA revient sur les trois dossiers récents qui ont attiré son attention

Quels dossiers wallons et bruxellois ont attiré particulièrement votre attention ?

“Trois choses ont récemment attiré mon attention. La première, c'est la résistance wallonne contre le Ceta (Ndlr : Paul Magnette (PS) avait refusé durant deux semaines en octobre 2016 de signer le traité de libre-échange entre l'UE et le Canada). Je ne l'ai pas comprise. J'ai déjà dit à quel point les exportations sont importantes pour la Flandre. Une grande partie des exportations belges sont flamandes. Cela crée énormément d'emplois, énormément de prospérité. Il n'y avait que des points positifs et nos standards sociétaux étaient protégés.”

Quoi d'autre ?

“Votre réforme de l'enseignement (Ndlr : le Pacte d'excellence). Le niveau d'enseignement en Wallonie, et je ne dis pas cela avec un sentiment de supériorité, ne fait pas un score. Quand vous regardez le classement Pisa, la Flandre est dans le Top 10 mon-

dial. La Wallonie est en dessous de la moyenne de l'OCDE. Et là, je vois que la Wallonie avance ce projet de tronc commun. C'est le choix de la Communauté française, mais mon opinion est que ce n'est pas un bon choix. On croit au fait de donner une chance égale à tout le monde, mais chacun a des talents différents.”

Et le troisième dossier frappant ?

“En fait, ce qui m'a le plus frappé, c'est le récent changement de majorité en Wallonie.

Là, vous êtes dans une situation où les Régions et à la Communauté ont chacune une majorité différente.

Chez nous en Flandre, cela n'existe pas et ne peut pas exister.”

C'est du non-sens ?

“Non, je ne vais pas dire ça, mais c'est plus difficile pour vous d'avoir une politique cohérente. Imaginons que vous dites par exemple que l'enseignement est une priorité absolue. La Wallonie

ne peut rien faire, car c'est une compétence de la Communauté française.”

Ces majorités différentes, cela doit vous faire plaisir. N'est-ce pas une sorte de confédéralisme ?

“Non, ce n'est pas du confédéralisme. Mais je me sens plus proche d'une majorité de centre-droit qu'une majorité de centre-gauche. J'espère qu'un certain nombre de changements seront désormais possibles en Wallonie. Mais j'avais de bonnes relations avec Paul Magnette.”

Magnette a été un bon ministre-Président ?

“En tenant compte de sa vision idéologique, je pense qu'il a été un bon ministre-Président. C'est aussi un homme charmant et intelligent. Simplement, nos opinions divergeaient totalement.”

Du côté francophone, les sondages prévoient de bons scores au PTB et chez Défi. Un avis ?

“Vous parliez juste de confédéralisme, mais ça, c'est du confédéralisme. Si une majorité de gauche va au pouvoir en Wallonie, c'est le chemin vers le confédéralisme. Si les Wallons veulent scinder le pays, ils doivent voter PS et PTB.”

“Paul Magnette a été un bon ministre-Président.”

“On veut une communauté flamande TRÈS ACTIVE À BRUXELLES”

■ Pour le nationaliste flamand, le néerlandais doit absolument être la seule langue utilisée dans l'espace public flamand

Il y a beaucoup d'écoles flamandes à Bruxelles et vous en construisez d'autres...

“Absolument, nous investissons énormément à Bruxelles. Je crois que Bruxelles représente plus de 20 % de nos investissements en la matière.”

Ça vaut la peine pour la Flandre d'investir à Bruxelles ?

“Pour nous c'est important. Bruxelles est la capitale de la Belgique, mais aussi de la Flandre, et on veut une communauté flamande très active à Bruxelles. Ça passe par l'enseignement, les politiques de l'aide à la jeunesse et du bien-être. Beaucoup disent que la Flandre n'aime pas sa capitale, mais ce n'est pas vrai ! Il y a beaucoup de problèmes, mais on ne va pas la laisser tomber.”

Il y a des Flamands qui viennent s'installer à Bruxelles. C'est une bonne chose ?

“Oui ! C'est important que des jeunes Flamands avec un bon job viennent s'y installer. Cela la renforce.”

Certaines communes flamandes veulent même interdire le français sur des terrains de football. Vous en pensez quoi ?

“Il y a une décision du Conseil d'État : le néerlandais est la pre-

mière langue dans les communes à facilité. Les francophones peuvent s'adresser aux autorités communales en français, mais le néerlandais est la première langue. Ensuite, il y a la situation hors du Rand flamand (NdlR : périphérie immédiate de Bruxelles). On a évoqué la problématique du vivre-ensemble et de l'intégration. Si vous n'avez pas une langue commune, vous ne savez pas relier les gens entre eux.”

Oui, mais on parle juste de terrains de football...

“Oui, mais cela appartient toujours au même territoire linguistique. Et l'inquiétude dans le Brabant flamand est bien le gros manque de connaissance du néerlandais.”

Amsterdam et Berlin accueillent beaucoup d'expatriés qui parlent anglais. Des restaurants y portent des noms français. Pour ces villes, c'est surtout une plus-value. Vous ne vous fermez pas des portes ?

“Non non, on ne ferme aucune porte. On a aussi des restaurants avec des noms en anglais ou français. On dit simplement que pour le public qui vit sur place, il faut une langue commune.”

“La Wallonie et Bruxelles en retard sur le parcours obligatoire”

Vous avez dit récemment constater que les musulmans s'occidentalisaient et que la radicalisation concerne une petite partie de la population...

“Oui. Le vivre-ensemble, l'intégration et la citoyenneté sont pour moi des thèmes majeurs. Intégrer des personnes avec une autre origine, un autre passé, une autre langue : c'est un défi pour l'Europe occidentale tout entière. On voit que cela se passe difficilement. En Flandre, on a mis en place le parcours d'intégration obligatoire depuis 2004. La Wallonie et Bruxelles sont fort en retard sur ce dossier.”

Chaque année, vous participez à un iftar (NdlR : le repas du soir pendant le jeûne du mois de ramadan)

“Oui. Je vais chez tout le mon-

de, toutes les religions pour rencontrer les gens et faire passer mon message.”

Trente dossiers de reconnaissance de mosquée sont bloqués du côté flamand. Une solution en vue ?

“Liesbeth (NdlR : Liesbeth Homans (N-VA) est la ministre chargée du dossier) est très prudente, car, dans différents cas, il s'est avéré que des discours extrémistes étaient propagés par des imams.”

De nombreuses mosquées sont découragées d'attendre leur reconnaissance...

“Il faut déjà dire que l'Exécutif des musulmans ne fonctionne pas comme il le faut et les dossiers tardent de leur côté. On veut juste être sûr, en ces temps difficiles, qu'il y a bien un contrôle sur ce qui est dit.”